

<https://ricochets.cc/Chronique-du-systeme-policier-francais-loi-renseignement-TV-complices-nassage-de-librairie-artistes.html>



Chronique du système policier français : loi renseignement, TV complices, nassage de librairie, artistes, éboueurs, agriculteurs visés, LBD dès 8 ans...



Date de mise en ligne : vendredi 4 juin 2021

- Les Articles -

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

En une semaine, on a déjà de quoi remplir un article, et encore c'est juste une petite sélection :

Loi renseignement : le retour en pire

La Loi Renseignement de 2015 est en cours de révision et risque de bouleverser le rapport de force entre le gouvernement et la population.

Nous revenons en détail sur les modifications proposées, qui seront discutées en urgence le 1er juin au Parlement :

► <https://www.laquadrature.net/2021/05/27/loi-renseignement-le-retour-en-pire>

Le 28 avril 2021, le gouvernement a proposé un nouveau projet de loi renseignement, complété le 12 mai par de nouveaux articles tirant les conséquences de notre défaite devant le Conseil d'État.

L'objectif premier du texte sera de faire définitivement entrer dans le droit commun les mesures de l'état d'urgence débuté en 2015 (assignation à résidence, perquisitions administratives...) ainsi que les mesures expérimentales de la loi renseignement de 2015 (surveillance automatisée du réseau par des « algorithmes »). L'objectif secondaire sera d'inscrire dans la loi française les violations du droit européen actées par le Conseil d'État le mois dernier afin de défendre à tout prix la surveillance de masse française. Toutefois, la menace la plus grave pourrait se situer entre les lignes : une multitude d'ajustements d'apparence sommaire qui semblent cacher un bouleversement dramatique du rapport de force entre le gouvernement et la population.

Dans cette première analyse, nous prenons le temps d'examiner l'ensemble des modifications apportées par ce projet de loi en matière de renseignement. Le texte qui vient d'être validé par la commission des lois de l'Assemblée nationale sera étudié en hémicycle à partir du 1er juin prochain.

- les services sociaux (CAF et cie.) devront coopérer avec les services de renseignement sans plus pouvoir opposer le secret pro
- le partage d'info entre services (DGSI, DGSE...) est organisé pour se généraliser
- les données seront conservées 5 ans au prétexte du R&D
- une nouvelle technique de surveillance contre les communications satellitaires
- renforce l'interdiction pour la population d'utiliser des brouilleurs contre les drones de la police (qui ont pourtant toujours été illégaux)
- acceptant que la France viole le droit de l'UE, impose durablement une conservation généralisée des données de connexion
- ne donne à la CNCTR aucun des pouvoirs de contraintes requis par le droit de l'UE
- pérennise la surveillance algo de masse et l'étend aux URLs

Et les deux plus graves :

- **permet au gouvernement de détourner l'ensemble du trafic Internet vers ses datacenter**
- **oblige les opérateurs (Orange, SFR, Whatsapp...) à coopérer avec les services de renseignement pour déployer des failles de sécurités et contourner le chiffrement**
Ce contournement du chiffrement ne sera pas limité à la lutte contre les menaces les plus graves mais vise aussi la simple défense des "intérêts économiques majeurs de la France" ou la lutte contre les manifestations interdites/non-déclarées.

Nous y reviendrons en détail bientôt

Après la loi SG, nos échecs au Conseil d'État, le règlement de censure terro, la loi séparatisme, l'échec de nos plaintes GAFAM... ces derniers mois n'annoncent rien d'heureux.

(post de La Quadrature du Net)

► [Article complet avec plus d'infos](#)



France : le processus de fascisation en marche est-il encore stoppable ? Comme les flics, l'extrême droite se lâche, se sachant couverte, soutenue ou laissée libre par les pouvoirs

NOTES sur cette chronique du système policier français

Certains diront peut-être : « *mais pourquoi vous ne parlez que des problèmes, et pas des bons flics, de quand ils sauvent des gens ou des animaux sympas ? Vous n'êtes que d'affreux complotistes qui ne voient que les mauvais côtés !* »

Les bons flics qui respectent les lois (souvent bien pourraves, et illégitimes vu qu'on n'est pas en démocratie) ou s'efforcent d'être tolérants ET tous ceux qui enfreignent en permanence les lois font tous partie du même système, que ça leur plaise ou non.

Par définition, il ne peut pas exister de bonne police

Avec comme mission principale une répression planifiée et un contrôle permanent qui servent l'ordre social de l'Etat et du capitalisme.

Les possibles rôles utiles de protection et de régulation sociale pourraient diminuer dans une société vivable, et pourraient être assurés autrement, par d'autres personnes.

Mais tant qu'il y aura des Etats et une civilisation industrielle, il y aura un système policier pour que ça tienne, et donc il existera l'arbitraire, l'injustice, la brutalité policière entraînant des morts et des mutilés, la répression à tout va, la surveillance, le fichage, le terrorisme d'Etat... Par définition, il ne peut pas exister de bonne police (voir plus bas "[Confessions d'une ex pourriture de flic](#)"), puisque le système policier (et toutes les atrocités qui vont avec) est indispensable à la perpétuation d'un ordre social injuste, hiérarchique, autoritaire et irréfondable. Le système policier est un des éléments clés du maintien de la civilisation industrielle et donc de tous ses désastres.

La communication cool des flics sur les réseaux sociaux pour rattraper leur image, leurs opérations humanitaires et

leurs emballages avec numéros d'alertes pour pharmacies et boulangeries, leurs sauvetages de chatons ou de suicidaires ne changeront pas cette dure réalité.

Les quelques faits listés ici sont intéressants non pas comme faits divers glauques, mais comme révélateurs puissants, ils montrent la nature profonde de l'Etat, de ses dirigeants et de ses polices ; les violences et surveillances exercées démontrent la dangerosité, la violence et l'absurdité de ce modèle de "société".

Ces taches sales montrent la réalité de ce système par delà les beaux discours théoriques et la mise en avant d'événements plus sympathiques.

Comme la guerre de masse, les ventes d'armes ou le colonialisme, les atrocités du système policier révèlent qu'une société qui nécessite de tels saloperies est une absurdité, et donc est totalement à refaire.

Si beaucoup détournent les yeux ou espèrent améliorer les choses, c'est parce qu'ils ne souhaitent pas se rendre compte consciemment de l'absolue nécessité de transformations radicales.

ENCORE UNE BATTERIE DE MESURES RENFORÇANT LA SURVEILLANCE

► Vous voulez encore un peu d'autoritarisme ?

La Quadrature du Net nous révèle le contenu de la nouvelle loi renseignement qui sera examinée à l'Assemblée nationale le 1 juin, qui vient « réviser », en fait renforcer, la loi renseignement de 2015.

Quelques articles :

- Les services sociaux, comme la CAF par exemple, ne pourront plus invoquer le secret professionnel en cas de demande par les renseignements de transmission de données personnelles. Et ce, quel que soit le but de la mission de renseignement.

- L'échange de données entre les différents services de renseignements est largement facilité. Il faut savoir que tous les services ne communiquent pas. Pour des raisons humaines, pour des histoires de concurrence entre services... Mais aussi parce que la loi impose un certain cadre. Toutes les données ne peuvent pas être transmises à tous les services. Souvent, il faut une concordance entre les buts recherchés. Le service A qui demande un renseignement particulier au service B, doit le faire pour les mêmes raisons que celles qui ont motivé la surveillance mise en place par le service B. La nouvelle loi renseignement fait sauter cette barrière. Par ailleurs, elle ne prévoit aucune limite sur les agents habilités à recevoir les partages de renseignements.

- La durée de conservation des données issues du renseignement est évidemment augmentée. A force, on ne sait même plus s'il y a une limite...

- Les communications satellitaires pourront être surveillées également. Pas question de laisser un espace de libre communication.

- Tous les opérateurs internet et de téléphonies ont l'obligation de conserver les données de connexion pendant 1 an. En violation totale du droit européen.

- La surveillance par algorithmes est généralisée, et concerne à la fois le réseau téléphonique mais aussi le réseau internet.

► les renseignements pourront détourner le trafic internet et téléphonique dans leurs locaux pour prendre le temps de l'analyser. On ne sait même pas s'il y a une limite dans la conservation de ces données.

- Enfin, il semble que le gouvernement s'attaque aux messageries cryptées comme Signal : la nouvelle loi impose aux opérateurs et fournisseurs de communications électroniques de les aider à lancer des attaques informatiques leur permettant de récolter les données de ces messageries cryptées.

Il ne faut pas oublier que la loi renseignements de 2015 autorise le piratage informatique pour récolter TOUTES les données concernant une personne. Quand on pense que le pouvoir peut nous surveiller tout le temps et partout, on s'aperçoit qu'il va en fait toujours plus loin dans le domaine. Et qu'il nous reste peut-être encore des espaces de libres. Quoiqu'il en soit, il est nécessaire de trouver des façons de résister à cette surveillance. C'est en la rendant inutile, politiquement et matériellement, que nous obtiendrons victoire.

(post de Nantes Révoltée)

Manifestation de la police : les chaînes d'info co-écrivent l'histoire avec les syndicats de police

► [Manifestation de la police : les chaînes d'info co-écrivent l'histoire avec les syndicats de police](#) - Le 19 mai, comme cela n'aura échappé à personne, les syndicats de police organisaient une manifestation devant l'Assemblée nationale à grands renforts de moyens (camion-tribune, écran géant, etc.) afin de commémorer la mémoire de leurs collègues morts en service au cours de dernières semaines, mais surtout de dénoncer un supposé laxisme judiciaire, tout en réclamant un énième durcissement du droit pénal. Une mobilisation très politique par ses mots d'ordre donc, bien peu respectueuse des coutumes « républicaines » [1], largement inspirée et soutenue par l'extrême droite, et ralliée par le ministre de l'Intérieur, mais également par des figures issues de « partis de gouvernement » - y compris « de gauche » (PCF, EELV, PS). Malgré la portée symbolique et politique peu commune de cette manifestation, le récit en continu et en direct qu'en firent les chaînes d'information fut d'une complaisance, d'une bienveillance et d'une empathie qui tranchaient pour le moins avec le ton réservé aux mobilisations populaires. Rien de surprenant puisqu'en réalité, la couverture de cette manifestation de colère policière fit l'objet d'une co-écriture entre journalistes et syndicalistes policiers.

(...)

Mais paradoxalement, la couverture des rassemblements policiers démontre, jusqu'à l'excès, que le mal-traitement médiatique des mobilisations sociales n'est pas une fatalité. Il ne s'agit bien évidemment pas de demander aux journalistes de faire preuve d'autant d'empathie à l'égard des cheminots, des routiers, voire des étudiants ou des enseignants, qu'ils en ont fait preuve à l'égard des policiers, car tel n'est pas le rôle d'un média d'information. Mais on se prend à rêver qu'à l'avenir, les mobilisations sociales bénéficient d'un traitement aussi « fourni » et précis quant aux motivations des grévistes et/ou des manifestants, chiffres et interviews à l'appui, et que les téléspectateurs soient aussi bien renseignés qu'ils l'ont été le 18 mai [2016] à propos des policiers mal-aimés. Peut-être lors de la prochaine manifestation contre les violences policières ?

GLAÇANT Ñ

La librairie Monte-en-l'air organisait samedi un débat sur La Commune de Paris, dans la foulée de l'hommage rendu au mur des fédérés.

La police a encerclé le lieu où se tenait les débats !

Une intimidation claire qui prouve que cette police n'est pas là pour le maintien de l'ordre mais pour protéger le système.

Qu'elle se permette désormais toute action pour empêcher des personnes d'échanger et d'envisager un autre monde. Et ce, même lorsque cela se fait dans une librairie en présence de chercheurs et d'historiens.

Pire : quelques minutes plus tôt, toujours dans le même quartier, des intégristes catholiques (notamment Civitas) ont défilé dans les rues aux alentours de Père Lachaise.

Objectif affiché, commémorer les fusillades de prêtres pendant la Commune, par descommunards.

Il s'agissait donc clairement d'une contre-manifestation de celle qui visait à célébrer la Commune de Paris. Autorisée par la préfecture, au même moment et au même endroit.

Nous sommes loin, très loin des interdictions de contre-manifestation des identitaires, ou des interdictions de manifestations devenues monnaie courante.

Non seulement cette provocation de l'extrême droite n'a pas été empêchée par les policiers, mais ces derniers ont

encadré les intégristes et les ont même protégés lorsque certains citoyens sont venus empêcher ce cortège fasciste de souiller la mémoire de la Commune.

Le fond de l'air est brun.

(post de Cerveaux non disponibles)

Divers faits révélateurs

- [Gironde : un garçon de 8 ans victime d'un tir de LBD, considéré comme justifié](#) - Un petit garçon de 8 ans a été une victime collatérale d'un tir de LBD, à Lormont, en Gironde. La maman de l'enfant a porté plainte. Un mois et demi après les faits, l'enquête de la police des polices estime que ce n'est pas une bavure.
- [Inculpé-es du 8 décembre : un nouveau Tarnac ?](#) - L'affaire Tarnac, le grand fiasco de l'antiterrorisme français instrumentalisé à des fins politique, pourrait bien se reproduire avec l'inculpation de 7 personnes soupçonnées d'association en vue d'un attentat.
- [Place de la République : la police se déchaîne sur les migrants et les militants](#) qui sont rassemblés pour demander des hébergements à la fin de la trêve hivernale.
- [Le droit fondamental de résister à l'oppression, nouvel enjeu pour le Conseil constitutionnel](#) - Le Conseil constitutionnel a censuré, le 20 mai, plusieurs articles de la loi « Sécurité globale », notamment celui sur la diffusion d'images des forces de l'ordre. Pour autant, d'autres jugés problématiques ont bien été validés.
- [7 péchés capitaux de la police lyonnaise #5. « le problème \(de l'impunité\) de la police, c'est la justice »](#) - Les syndicats de policiers ont bien raison de dénoncer le laxisme de la justice... en ce qui les concerne. A Lyon, un seul magistrat contrôle l'ensemble de ces affaires : un véritable « Monsieur Classement sans suite ». Son activité est surveillée de près par sa hiérarchie, probablement jusqu'au Gouvernement lui-même.
- [Tentative d'assassinat d'un syndicaliste dans l'Ain et ex-conjoint violent et armé en Dordogne : l'insécurité qui ne fait pas « polémique »](#) - En France, le terme « insécurité » ne désigne pas la violence sous toutes ses formes, mais seulement celle qui convient au récit d'extrême-droite et à la vision bourgeoise du monde. Il faut de la banlieue, de l'immigré, du pauvre, du manifestant. Tout le reste passe à la trappe, relégué à la rubrique « faits divers ».



France : le processus de fascisation en marche est-il encore stoppable ? Comme les flics, l'extrême droite se lâche, se sachant couverte, soutenue ou laissée libre par les pouvoirs

ATTAQUE FASCISTE A NANTES

LES FASCISTES EN ROUE LIBRE

Des nazillons ont tabassé gratuitement un jeune homme à Nantes parce qu'il est considéré comme « antifa », notamment en raison de son pull du club de foot Sankt Pauli ! Et le pire, c'est qu'ils ont eux même publié la vidéo sur Telegram pour s'en vanter.

([post et Vidéo sur Cerveaux non disponibles](#))

LES ÉBOUEURS BLESSÉS PAR LA POLICE

Triste image du traitement réservé aux éboueurs en grève qui occupent l'hôtel de ville depuis ce matin.

Eux qui étaient en première ligne lors de la crise covid, qu'on a encensé pour leur travail essentiel, se sont fait gazer et matraquer par la police... Il y aurait au moins 3 blessés, dont une personne prise en charge par les pompiers.

Le journaliste de Révolution Permanente a également été violemment pris à parti.

Les blessés sont parmi ceux qui n'étaient pas entrés dans la mairie et qui attendaient en soutien aux occupants grévistes. Au passage, on note que les politiques qui étaient venus en soutien aux policiers la semaine dernière n'étaient évidemment pas aux côtés des éboueurs ce matin...

([post de Cerveaux non disponibles + Vidéo](#))

LA POLICE CONTRE LES AGRICULTEURS !

Deux jours après avoir réprimé les éboueurs, la police a chargé et gazé des agriculteurs de la confédération paysanne qui menaient une action de blocage d'une rue et d'occupation de la direction de pôle emploi, le tout totalement pacifiquement.

En France, tous les secteurs se font violemment réprimer lorsqu'ils sortent protester : étudiants, éboueurs, soignants, agriculteurs, gilets jaunes, écolos féministes... Tous, sauf les rassemblements policiers.

Le système ne tient que par sa police, qui le sait et en profite allègrement...

Images Confédération paysanne et Clément Lanot

([post de Cerveaux non disponibles + Vidéo](#))



Chronique du système policier français : loi renseignement, TV complices, nassage de librairie, artistes,

éboueurs, exilés et agriculteurs visés, LBD dès 8 ans... La police traque aussi les artistes, les musiciens, les jeunes fêtards...

4 DES ARTISTES ARRÊTÉS POUR UNE FRESQUE SUR LA PALESTINE !

- Paris : une vingtaine de policiers arrêtent 5 personnes qui peignaient sur un mur autorisé

La scène, digne d'un Régime autoritaire, est une nouvelle attaque accablante contre la liberté d'expression et de création. Des dizaines de policiers déployés pour empêcher une fresque sur la Palestine, et arrêter des peintres !

Le collectif Black Lines, célèbre pour ses grandes et belles fresques engagées en noir et blanc, organisait mercredi 26 mai, à Paris une oeuvre collective en soutien à la Palestine. Le tout sur un mur légal du 13e arrondissement, régulièrement graffé, et réservé à cet usage. Mais en 2021, il suffit de délivrer un message artistique sur un mur pour déclencher un déchaînement répressif. Une personne présente sur les lieux raconte à Nantes Révoltée :

« On était en train de peindre la fresque quand, vers 19H, une première voiture de police s'arrête. Quatre policiers nous demandent ce qu'on fait, si on a l'autorisation de peindre sur le mur. » Une intimidation hors de propos, puisqu'il s'agit d'un mur d'expression libre. Mais l'opération ne fait que commencer.

« Ils appellent leurs supérieurs, en décrivant exactement ce qu'il y a sur la fresque, en précisant qu'elle a un caractère politique. Une deuxième voiture de police arrive, puis une troisième... Finalement, ils étaient une vingtaine de policiers pour 5 artistes ! » Essayez la dictature, avait déclaré un certain Président de la République.

« Sous prétexte qu'on n'avait pas de papiers officiels, ils ont emmené les peintres au commissariat pour prendre leurs identités. Et ils ont ouvert une procédure pénale pour « dégradation » ! Au poste, ils ont cherché à avoir le maximum d'informations sur la fresque, qui l'a commandité, pourquoi peindre sur la Palestine et pas sur Israël, etc ... »

Un procédé inquisitorial, dans la continuité des interdictions de manifester en soutien au peuple palestinien, et des innombrables atteintes aux libertés fondamentales ces derniers mois. Les peintres du collectif Black Lines sont même reconvoqués ce jeudi au commissariat pour être auditionnés.

Nous vous invitons à faire connaître ce scandale pour ne pas laisser ce collectif de peintres seul face à la répression. Et à faire circuler au maximum les images de cette fresque censurée par un Etat en roue libre.

(post de Nantes Révoltée)

4 RENNES : LA POLICE AGRESSE SEXUELLEMENT ET MENACE DE VIOLS DES LYCÉENNES

¡ Depuis maintenant deux semaines, les élèves de Brequigny bloquent leur Lycée au sud-ouest de Rennes pour protester contre le bac Blanquer.

¡ À chaque blocus, la police est présente et réprime la mobilisation. Matraquage, LBD pointé à hauteur de tête pour terroriser la jeunesse en lutte.

¡ Ce vendredi un nouveau cap a été franchi. Des policiers ont menacé de viols les lycéens et lycéennes présents sur place. L'un des keufs plaquant violemment une élève contre un arbre lui lance : "Ah tu jouis là". Elle finira par se faire emmener au poste et sera placée en garde à vue. Une autre lycéenne témoigne et raconte avoir été victime d'attouchements à plusieurs reprises par un policier.

¡ D'autres flics ont proféré des insultes sexistes et des menaces d'agressions sexuelles à l'encontre d'autres

lycéen.nes : "Si je te rattrape, je te viole", "je vais te tringler". Des propos violents et insupportable.

ï Traumatisés par la police, les élèves se retranchent dans le lycée et cherchent un appui auprès de l'administration. Une administration qui encourage la répression. La semaine dernière l'équipe administrative de Brequiny avait carrément laissé rentrer la police dans l'établissement pour réprimer les élèves. Une collaboration inacceptable.

Ces humiliations et agressions policières à l'encontre de la jeunesse sont des pratiques généralisées. Combien de temps laisserons nous encore ces souillures en uniforme s'en prendre à nos enfants sans réagir ?

(post de Nantes Révoltée)



Chronique du système policier français : loi renseignement, TV complices, nassage de librairie, artistes, éboueurs, exilés et agriculteurs visés, LBD dès 8 ans... Les flics seront facilement remplaçables par des robots autonomes

INTERPELLATION MEURTRIÈRE EN GUADELOUPE : LA FAUTE DES GENDARMES

« On est censés savoir diagnostiquer l'arrêt cardiaque et pouvoir réanimer la personne mais pendant 15 minutes, il ne se passe absolument rien. La personne est placée sur le dos, et elle a donc le temps de mourir. Soit de son étouffement, soit des fractures, soit d'un arrêt cardiaque, faute justement de réanimation. »

Noam Anouar, ancien policier, lanceur d'alerte et désormais chroniqueur au Média TV livre son analyse au sujet de l'interpellation meurtrière de Claude Jean-Pierre dit Klodo, ce retraité de 67 ans décédé après un contrôle routier à Deshaies en Guadeloupe.

► [La chronique en intégralité](#)

(post de Le peuple s'organise pour la Grève Générale illimitée)

1991 : L'ANNÉE NOIRE - Lundi 27 Mai 1991

C'était il y a trente ans, jour pour jour et heure pour heure. Il était 15h20. Notre grand frère Aïssa IHICH rendait son dernier souffle à l'hôpital de MANTES-LA-JOLIE ... Dès lors, la commune toute entière est plongé dans la pénombre et les peines en nombre se compte dans les familles et particulièrement au sein de la famille IHICH, connue dans le quartier pour sa bienveillance et sa discrétion.

Aïssa IHICH, 18 ans fut arrêté par la police, Samedi 25 Mai ce dernier revenant du fast food ou il travaillait à SAINT LAZARE. Fragile physiquement, ses bourreaux se sont acharnées sur lui en le rouant de coups, Aïssa ayant crié "Ne me frappez pas, je suis asthmatique ..."

Aïssa, qui n'est pas connu des services de police, est néanmoins mis en garde à vue dans une pièce mal ventilée, le stress, les coups et son tube de Ventoline qui se vide. Le lendemain ses parents tentent de lui faire parvenir ses médicaments. En vain.

A 18 h le docteur PEROL l'examine pour le prolongement de la garde à vue. Ce médecin qui omet dans son rapport de signaler qu'Aïssa est asthmatique, juge son état de santé « compatible » avec la garde à vue. Privé de ses médicaments, les crises d'asthme deviennent de plus en plus fréquentes et violentes.

Le lundi la famille est appelée au commissariat. Alors qu'il devait être transféré à Versailles, accusé de « jets de pierre », Aïssa fait une grosse crise d'asthme, la dernière. C'est fini ... C'était le Lundi 27 Mai 1991.

Son sourire s'est figé dans nos mémoires, "Aïssa parti, mais toujours présent dans nos esprits", telle est la phrase de la Fresque sur les arrières boutiques de RADAR réalisé peu après sa mort.

MANTES-LA-JOLIE n'oublie pas, LE VAL FOURRE n'oublie pas, Nous n'oublierons jamais.

(post de Label Histoire)

Lacrymo et LBD contre des exilé.e.s

Ce matin à Calais, des CRS ont fait usage de gaz lacrymogènes et LBD à l'encontre de personnes exilées alors que des femmes et des enfants se trouvaient sur place.

Au moins 4 personnes blessées, dont 1 mineur par un tir de LBD.

[\(post et VIDEO sur Cerveaux non disponibles\)](#)

Confessions d'une ex pourriture de flic

+ Témoignage très intéressant sur ce qui fonde la #police : à lire, relire et surtout diffuser autour de nous !

I un boulot :

« J'ai dit : "Allons commandant, c'est une vieille dame." Il a dit : "Je m'en fous. Attachez-la, c'est un ordre." Et... je l'ai fait. On m'a ordonné de procéder à son arrestation et je n'étais pas prêt à perdre mon boulot pour elle. »

I une communauté soudée :

« Personne n'a levé la voix. Personne ne s'est dressé. Personne n'a trahi le code. Aucun d'entre nous n'a protégé les gens (vous) des mauvais flics. C'est pourquoi « Tous les flics sont des pourris ». Même ton oncle, même ton cousin, même ta mère, même ton frère, même ton meilleur ami, même ton conjoint, même moi. Parce que même

s'ils ne faisaient rien eux-mêmes, ils ne dénonçaient presque jamais ceux qui se rendaient coupable des pires exactions, et encore moins les empêchaient de les faire. »

I la parano, ciment du corps "police" :

« Chaque académie de police est différente mais toutes partagent certaines caractéristiques : l'enseignement y est assuré par de vieux flics, elles sont dirigées comme des camps d'entraînement paramilitaires, l'accent est mis sur la protection de soi plus que sur toute autre chose. La majorité de mon temps à l'académie a été consacré à un entraînement physique agressif et à regarder vidéo après vidéo des policiers assassinés en service. Je tiens à souligner ceci : presque tous ceux qui s'engagent dans les forces de l'ordre sont bombardés d'images de caméras de surveillance de policiers piégés dans des embuscades et se faisant tuer. Encore et encore et encore. De vieilles cassettes VHS en noir et blanc nous montre des scènes morbides, de flics criant à l'aide sur leurs radios, leurs corps désarticulés projetés sur la route alors qu'une paire de feux arrière s'éloigne à toute vitesse vers un horizon noir granuleux. »

I l'Etat et sa "justice", garants du rôle de la police :

« Pour comprendre pourquoi tous les flics sont des pourris, il faut comprendre une des choses que presque tous les officiers instructeurs m'ont dites quand il s'agissait d'utiliser la force : « Je préfère être jugé par 12 que porté par 6. » Ce qui signifie « Je préfère tenter ma chance au tribunal plutôt que de risquer d'être blessé ». Nous pensons de cette façon parce que les syndicats de police sont extrêmement puissants ainsi qu'en raison du concept généreux d'immunité qualifiée, une règle juridique qui dit qu'un policier ne peut généralement pas être tenu personnellement responsable des erreurs qu'il commet dans l'exercice de ses fonctions officielles. Lorsque vous examinez les actions des officiers qui ont tué George Floyd, Breonna Taylor, David McAtee, Mike Brown, Tamir Rice, Philando Castile, Eric Garner ou Freddie Gray, souvenez-vous qu'ils ont été, comme moi, formés à réciter le mantra « Je préfère être jugé par 12 ». Même si « des erreurs sont commises », c'est la ville (c'est-à-dire les contribuables, c'est-à-dire vous) qui paie le préjudice, et non l'agent. Une fois que la formation de la police a - par la répétition, l'endoctrinement et le spectacle de la violence - certifié aux agents que tout le monde dehors est prêt à les tuer, la leçon suivante est que vos partenaires sont les seules personnes qui vous protègent. »

► A lire en entier (vraiment !) ici :

<https://www.deepgreenresistance.fr/2020/06/19/confessions-dune-ex-pourriture-de-flic>

(post de Cerveaux non disponibles)

Le système policier et la fascisation s'étendent



Darmanin le bousier à confesse sur Valeurs Actuelles Darmanin dans son élément naturel, la boue d'extrême droite

Cette fois, c'est le porte parole du gouvernement Gabriel Attal qui s'affiche dans le torchon VA.

Précisons également qu'il est allé sur la chaîne de la fachosphère, Cnews. Après tout, il n'est pas le seul à banaliser cette chaîne en s'y rendant.

Politicien.nes On vous voit. L'après-midi, anti-fascistes, et le soir, sur Cnews.

Barraaaaaage

#siamotuttiantifascisti

#nopasaran

#confusionnisme

(post de Cyril Guenneteau)

" « C'EST QUI LES MALFAITEURS ? » : DES ANTI-NUCLÉAIRES JUGÉS À BAR-LE-DUC

- ▶ Dans l'est de la France, 7 écologistes jugés pour « association de malfaiteurs » -
Ce mardi 1er juin a débuté à Bar-le-Duc le procès pour « association de malfaiteurs » de 7 opposant.es au projet gigantesque d'enfouissement des déchets nucléaires à Bure.
Des centaines de personnes se regroupent devant le tribunal pour soutenir les accusé.es, avec slogans, banderoles, drapeaux. Le président du tribunal affirme qu'à l'intérieur, à l'audience, il ne faut pas de « spectacle », ni de « politique ». La bonne hypocrisie des juges...tout procès est politique, les mises en accusation dépendent de choix politiques.
La défense agrmente la journée d'un coup de théâtre peu commun. Après la pause déjeuner, seuls 2 des 8 avocats de la défense sont présents, et aucun prévenu n'est revenu. C'est que toutes et tous sont allé.es à la manifestation « 1, 2, 3, relaxe » qui défile dans les rues de Bar-le-Duc. L'audience ne peut reprendre que le lendemain. Le procureur s'étouffe.
Il faut dire qu'après 4 ans d'enquête et d'intrusion démesurée dans la vie privée des mis en cause, les prévenu.es pouvaient bien se saisir de ce moment de liberté pour aller à une manifestation.

L'instruction est ouverte pour des faits datant de 2017 : une action contre une « écothèque » de l'Andra, l'institution nucléaire, qui a causé quelques dégradations, des dégâts dans un hôtel-restaurant, et une manifestation au cours de laquelle des affrontements ont eu lieu entre policiers et manifestant.es. Il n'en fallait pas plus pour ouvrir une giga-instruction visant 11 personnes, avec des chefs d'accusation lourds comme l'association de malfaiteurs et le groupement en vue de commettre des violences et des dégradations.
L'affaire de l'hôtel-restaurant n'est pas reprochée aux prévenu.es, l'enquête n'ayant abouti à rien du tout.

- ; 7 personnes sont finalement sur le banc des accusé.es, 4 ont bénéficié d'un non-lieu.
- ; Toutes ont été perquisitionnées, géolocalisées, interdites d'entrer en contact les unes avec les autres.
- ; Pendant 4 ans, des dizaines de personnes ont été placées sous surveillance.
- ; 29 personnes et lieux ont été placées sur écoute permanente.
- ; Le dossier comporte plus de 16 ans de temps de communications.
- ; Plus de 1000 identifiants de téléphones ont été pompés par IMSI-catchers, y compris celle d'avocats
- ; 59 expertises informatiques, génétiques et techniques ont été réalisées.
- ; La DGSI est allée chercher certains scellés.
- ; Le dossier a été transmis à la police de Hambourg pour son enquête sur le contre-G7.
- ; L'avocat lui-même a été perquisitionné, tout son matériel informatique a été saisi. Dans le dossier figure des retranscriptions des échanges entre lui et ses clients. Il n'est finalement pas poursuivi.
- ; Le dossier fait 17 000 pages. L'instruction a coûté environ 1 million d'euros. Pour quelques dégradations et une manifestation non déclarée.

4 ans d'intrusion dans la vie privée. 4 ans de collecte de renseignements. 4 ans pendant lesquels la police et la justice manipulent la vie de dizaines de personnes. Ça valait bien, largement, le coup que les prévenu.es se permettent de sécher le procès pour aller en manif.

On attend la relaxe.

(post de Nantes Révoltée)

Post-scriptum :

Compléments

LA FABRIQUE DE L' Â« OPINION Â» (et du consentement) & LA FASCISATION DE L'ESPACE PUBLIC

Chacun peut constater que les thèmes fascistes sont distillés à profusion par les médias dominants des ultra-riches et publics.

Au hasard, Â« le sujet de la Sécurité Â» interprétée au prisme des revendications des syndicats policiers d'extrême droite...

Et quand on relaie dans un commentaire cette fabrication artificielle de l' Â« Opinion Â» en réponse à un collègue FB qui se désole et s'effraie de l'attirance des thèmes fascistes qui pourraient faire élire des fascistes officiels, histoire de dédramatiser ce sentiment que les gens devraient se résigner à tolérer un régime fasciste déjà grandement déjà là en pratique au gouvernement, on se fait censurer son commentaire par FB, qui se fait donc le complice très actif des BFM TV et CNews, Pascal Praud, Raphaël Enthoven ou François Lenglet, en sanctionnant pour avoir Â« coordonné des mentions J'aime et des partages pour tromper d'autres individus au sujet de la popularité de qqe chose Â», alors que la réalité est exactement inverse ! Depuis le temps qu'on se fait abreuver de faits soi-disant sociologiques, économiques ou politiques sur les plateaux et les rézosocios alors que les sociologues, économistes ou politologues démontrent scientifiquement qu'il ne s'agit que de fake news...

Cette censure FB est en l'occurrence indirectement de facto un soutien à BFM TV et CNews qui sont vertement critiqués, mais plus vraisemblablement et directement une censure du média Frustration Magazine pourtant déontologiquement irréprochable qui argumente, avec des faits qui ne sont pas des fake news... Ce qui se passe est donc une censure politique, comme aux plus beaux temps de la répression de Napoléon Badinguet dans les années 1850-1860. De manière plus soft car on est pas incarcéré ou envoyé à Cayenne comme le fut Charles Delescluze. Ci-contre la Â« justification Â» FB en photos et ci-dessous reproduction du commentaire Â« délictueux Â» que j'avais auparavant publié sur ma page

► **NON, LA FRANCE NE SE Â« DROITISE Â» PAS MAIS SES MEDIAS ET SES DIRIGEANTS POLITIQUES, OUI**

Du côté des journalistes de droite comme des spécialistes des indignations et des tribunes Â« de gauche Â», on trouve une analyse commune : la France se droitise, les discours Â« sécuritaires Â» fleurissent, le fascisme nous guette, etc. Nous-mêmes parfois, nous sommes à deux doigts de nous laisser aller aux lamentations. Après tout, sur les réseaux sociaux, n'est-on pas envahis de séquences scandaleuses de la chaîne CNews, en passe de détrôner BFM TV ? N'a-t-on pas été embarqué dans une semaine de Â« polémiques Â» sur une tribune de militaires à la retraite appelant à un putsch et un grand nettoyage des banlieues ?

Sauf que cette réalité-là est largement construite : nous vous avons raconté comment le sondage donnant un soutien massif des Français aux officiers putschistes avait été monté de toute pièce (<https://www.frustrationmagazine.fr/sondages-militaires/>), on pourrait aussi rappeler que l'ensemble des sondages sur

la présidentielle de 2022 sont commentés sans jamais rappeler qu'environ 40 à 50% des sondés disent ne pas savoir pour qui ils vont voter (donc les commentateurs vont un peu vite en besogne en désignant Marine Le Pen présidente par anticipation).

Bref, le débat public penche à droite parce que la bourgeoisie possède l'ensemble de nos grands médias et a tout intérêt à alterner polémique sur l'Islam, débat sur la dette-que-nos-enfants-paieront, « décryptage » sur les présidentielles etc.

Pendant ce temps, le journal l'Humanité commande ses propres sondages, méthodologiquement plus rigoureux que ceux de LCI ou CNews (car ils portent sur des mesures et non un choix hypothétique ou un soutien à une obscure tribune) et dont les résultats sont bien plus nettes : ils nous montrent systématiquement une écrasante majorité de sondés favorables à une reprise en main de notre économie par la société, et une limitation très forte du pouvoir de la classe dominante. Les deux sondages ci-dessus datent respectivement de ce mois-ci et de novembre dernier. Forcément, pas de débat BFM TV organisé là-dessus !

Bref, ne confondons pas le débat public - droitisé - et l'opinion publique - potentiellement anticapitaliste.

Rappelons-nous que BFM TV et CNews ne font que 5% de part d'audience, que nos semblables ne réfléchissent pas en fonction de ce que Pascal Praud, Raphaël Enthoven ou François Lenglet leur disent. Au contraire, au pays des Gilets Jaunes, on se méfie des grandes gueules en costards.

Malgré notre infériorité médiatique, notre mise à l'écart politique, nos idées de partage des richesses, de contrôle de l'économie voire de renversement de la classe bourgeoise sont loin d'être marginales. Souvenons-en plutôt que d'encourager par notre pessimisme la prophétie autoréalisatrice de droitisation du monde que notre classe dominante et sa fraction d'extrême-droite tentent d'imposer.

Frustration magazine

<https://www.facebook.com/FrustrationMag/posts/1666461720215101>

(post de Valery Lozat)